

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 35 : L'humiliation

Alain (Émile Chartier)

« De quoi auraient-ils peur ? me dit mon ami Jacques. Ce n'est qu'une politique modérée qui peut faire tomber un ministère. Dès qu'un chef de gouvernement se tourne contre la droite, et élève un peu le ton, les bulletins favorables tombent en giboulées. Pourquoi ? Parce que l'électeur est là qui les surveille tous, et qui reconnaît enfin sa politique. Jamais un député radical ne votera contre une déclaration radicale, ou bien alors, et d'autant plus sûrement que la déclaration sera plus nette, plus vive, plus menaçante contre la droite, il y perdrait son siège. Donc la route est belle, et toute droite, même pour un ambitieux à moitié clairvoyant, à plus forte raison pour des radicaux sincères comme sont nos ministres. Ah ! Mon cher, si j'étais ministre, comme je jouerais bien ce jeu-là ; comme je prouverais à ceux de la droite que leurs attaques sont des gages de succès ; comme je repousserais leurs applaudissements ; comme j'aurais plaisir à leur prouver qu'avec tout le bruit qu'ils font, ils sont sans puissance ! Comme je parlerais pour l'instituteur, comme je saurais hautement louer son noble et difficile travail, et excuser, sans aucun embarras, les fautes qu'il peut faire, et les belles imprudences qui lui rendent quelquefois la vie difficile. De même, pour l'impôt sur le revenu, je ferais entendre aux privilégiés, de la façon la plus claire, que leurs attaques et leurs critiques sont, aux yeux du peuple, des preuves suffisantes, et que leurs clameurs indignées sont justement le cortège qu'il faut à la justice. Et je glorifierais le scrutin d'arrondissement pour tout ce qu'il a fait, et pour tout ce qu'il fera. Ce serait un triomphe, et sans risques. »

« Non pas sans risques, lui dis-je, ami Jacques. Car sans doute un homme public de cette allure serait aimé par la multitude de ceux qui haïssent l'injustice arrogante chez les autres bien plus qu'ils n'aiment la justice. Pour eux-mêmes, et les idéalistes de cette espèce forment une armée innombrable chez nous ; notre intrépide radical serait donc ministre, par la volonté du peuple, aussi longtemps qu'il voudrait. Seulement, mon cher Jacques, il n'y trouverait guère de satisfactions ; car il serait haï de la plupart des députés, sachez-le bien, lesquels aiment mieux le pouvoir que la justice ; et surtout il serait dénoncé comme un sot, un ignorant, un brouillon, un fourbe, par tout ou par presque tout ce qui tient une plume en France, parce que tout écrivain est nourri par les privilégiés ; à ceux-là se joindraient les hauts bureaucrates, qui d'abord lui feraient faire mille petites sottises dont il souffrirait, et de plus prouveraient, dans les journaux sérieux, que l'Ami du peuple a compromis la défense nationale, ruiné les finances publiques, et humilié le pays devant l'Europe. Or, mon cher, il n'est point d'homme, peut-être, qui supporte longtemps d'être, méprisé, et nul ne voudra le pouvoir, avec l'ennui et la fatigue qui y sont attachés, s'il n'en retire quelques satisfactions d'orgueil. Les réactionnaires le savent très bien ; et voilà comment, n'étant qu'une poignée, ils pèsent tant sur notre politique ».

9 avril 1911.

« Extrait » du livre : *Éléments d'une Doctrine radicale*

165 propos d'Alain écrits de 1906 à 1914 et de 1921 à 1924.

Paris : Librairie Gallimard, 1933, 4^e édition, 315 pp. Collection "Les documents bleus".